

14.12.12.25-113 Motion pour l'arrêt des négociations pour le Grand Marché Transatlantique

Considérant les dangers que font courir les traités transatlantiques pour lesquels la Commission Européenne, a dans le plus grand secret, négocié des accords (TAFTA, ...), visant à instaurer un vaste marché de libre échange entre l'Union Européenne, les États Unis et le Canada ;

Considérant que ces traités, visant le démantèlement des droits de douane restants, vont amplifier la concurrence débridée (notamment dans le secteur agricole) ;

Considérant que ces accords sont un moyen d'éliminer toutes les décisions publiques qui pourraient entraver l'expansion et la domination des multinationales ;

Considérant que le Grand Marché Transatlantique, mettant en avant la marchandisation du monde, serait une atteinte sans précédent des principes démocratiques fondamentaux avec des régressions sociales, environnementales, et politiques majeures ;

Considérant que ces projets consacraient la suprématie du droit des affaires au détriment des autres droits (lois nationales, européennes, constitutions,...). La souveraineté, ne serait plus celle des citoyen(ne)s et de leurs représentants élus, mais celle des multinationales ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de manifester son opposition à ces traités dont l'objectif vise avant tout la dérégulation et la marchandisation du monde et l'amplification de la concurrence.
- de demander l'arrêt immédiat des négociations.
- de souhaiter un débat national sur ces questions, impliquant la pleine participation des collectivités territoriales et des populations.
- de refuser toute tentative d'affaiblir le cadre réglementaire national ou européen en matière de santé, d'environnement, de protection des travailleurs et des consommateurs.
- de se déclarer dans l'attente, hors du Grand Marché Transatlantique.